

Comment la future démobilisation des combattants russes et ukrainiens pourrait engendrer une nouvelle vague de mercenaires en Afrique

Nina Wilén, Sofie Rose | 15 mai 2026 | ARTICLES



Ce texte est une traduction de l'article « [From the Donbas to Africa: How Returning Fighters Could Fuel a New Mercenary Wave](#) », publié le 9 décembre 2025 sur le site de l'institut Egmont.

Qu'arrivera-t-il aux milliers de militaires engagés dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine une fois cette dernière terminée ? Des centaines de milliers de soldats, éprouvés par la guerre menée par la Russie en Ukraine, devront être démobilisés une fois qu'un accord de cessez-le-feu crédible aura été signé. En fonction de l'issue de la guerre, les deux États chercheront à conserver des armées puissantes et suffisamment importantes : l'Ukraine pour des questions de dissuasion et la Russie, soit pour conserver le contrôle des territoires conquis en Ukraine, soit en cas de défaite manifeste pour poursuivre l'agression afin d'atteindre ses objectifs politiques, à la fois en Ukraine et au-delà. Néanmoins, malgré ces facteurs, un large nombre de soldats devront être démobilisés des forces armées nationales.

Le processus « désarmement, démobilisation et réintégration » (DDR) des soldats récemment engagés dans une guerre est toujours complexe et exigeant. Il se caractérise par une certaine tension, l'incertitude et le risque d'une éruption de violence. Il peut toutefois être géré et contrôlé si un accord de paix stable existe et si les institutions étatiques et internationales possèdent la légitimité, l'autorité et la confiance de la part des soldats et de la population. Cependant, dans le cas de la guerre russo-ukrainienne, le nombre de soldats – que certains estiment à plus de 600 000 – qui devront être démobilisés est un problème en soi. Réintégrer [350 000 vétérans](#) dans une société ukrainienne ravagée par la guerre depuis plus de 4 ans sera difficile. De la même façon, même si la Russie, en tant qu'agresseur, a échappé aux conséquences dramatiques de la guerre, certains de ses soldats – la plupart étant d'anciens détenus – devront également être intégrés dans une économie perturbée par la guerre avec une hausse du chômage caché et une société non préparée pour l'intégration de vétérans affectés par des traumatismes ou par un passé criminel.

Ce scénario ouvre la possibilité pour la création de nouvelles sociétés militaires privées (SMP) et de nouvelles troupes de

mercenaires. La Russie est une habituée de ces groupes contrôlés par l'État, en particulier le tristement célèbre groupe Wagner, qui a à la fois joué un rôle décisif dans les premières phases de l'invasion en Ukraine, mais également au sein de plusieurs [États en Afrique](#). La transformation du groupe Wagner en Africa Corps, une entité contrôlée par l'État, à la suite du décès de Prigojine, a mis fin à toute possibilité de déni plausible. Malgré tout, sa présence et ses activités en Afrique perdurent. L'Ukraine n'a jusqu'à présent pas connu de situation comparable avec les groupes de mercenaires et les sociétés militaires privées, même si des vétérans ukrainiens ont déjà été déployés au Moyen-Orient et en Afrique en tant que contractants militaires, rejoignant des organisations déjà existantes. Toutefois, le gouvernement ukrainien débat actuellement au sujet de [l'établissement de SMP](#), avec le double objectif de mieux supporter la guerre en cours et d'employer à l'avenir des vétérans – y compris à l'étranger. Par conséquent, il n'est pas invraisemblable d'imaginer la création de nouveaux groupes de ce type car des centaines de milliers de soldats devront être intégrés en dehors des institutions étatiques.

L'objectif de ce *policy brief* est d'attirer l'attention sur deux potentiels scénarios faisant suite à la guerre menée par la Russie en Ukraine. Tout d'abord, le processus de démobilisation de probablement plus d'un demi-million de soldats, nombre d'entre eux souffrant de traumatismes et de stress post-traumatique, dans des sociétés fragiles et ravagées par la guerre, impliquant de nouveaux risques de sécurité et des difficultés dans la reconstruction de la paix en Ukraine. Ensuite, le risque que le nombre massif de soldats pourrait mener à la création et au recrutement de nouveaux groupes de mercenaires et de sociétés militaires privées. Ces groupes [sont de plus en plus utilisés en Afrique par des gouvernements autoritaires](#) soucieux de conserver leur pouvoir et de lutter contre la violence extrémiste.

Il s'agit d'une note exploratoire, ce qui signifie qu'elle présente des scénarios possibles plutôt que des conclusions définitives fondées sur des projets de recherche. L'objectif général de cette analyse est d'attirer l'attention sur les défis, certains d'entre eux ayant déjà lieu, mais qui se multiplieront une fois qu'un cessez-le-feu durable, une impasse ou un accord de paix, aura été conclu. Quelle que soit la finalité de la guerre, il y aura un processus de démobilisation pour une partie des forces armées dans les deux camps, ce qui rend une telle analyse non seulement pertinente mais indispensable pour préparer le futur.

Les risques inhérents des procédés DDR

Depuis la fin de la guerre froide, le procédé DDR est devenu la pierre angulaire de la mise en place de la paix postconflit. Il s'agit d'un [processus politique, social et économique](#) qui désigne les efforts déployés pour désarmer, démobiliser et réintégrer les combattants, qu'il s'agisse de membres d'une force armée nationale ou de personnes rattachées à une organisation armée non étatique. L'objectif d'un tel processus est de faciliter la réintégration des unités de combats au sein de la vie civile tout en [contribuant à la sécurité et à la stabilité](#) nécessaire pour qu'une paix soit établie sur le long terme. Certains [défis liés aux procédés DDR](#) incluent le manque de volonté politique, la mise en place d'accords de paix et de cessez-le-feu fragiles, des groupes armés fragmentés et des capacités étatiques limitées par un faible système de données et de surveillance.

Dans le cas de la guerre russo-ukrainienne, il n'y a pour l'instant pas de cessez-le-feu, encore moins d'accord de paix, même si de nouveaux plans sont actuellement discutés au moment de l'écriture de cet article (novembre 2025). Étant donné que cette guerre est, de bien des façons, existentielle pour l'Ukraine, tout type d'accord négocié pour mettre fin au conflit signifiera très probablement qu'il subsistera des doutes quant à la sincérité de l'engagement de la Russie en faveur d'une telle issue. Du côté russe, tout résultat qui ne constituerait pas une victoire claire et une annexion territoriale plus étendue équivaudrait à une défaite, et la volonté politique de démobiliser un nombre important de soldats pourrait dès lors ne pas être très forte. L'insécurité et le manque de volonté politique risquent d'impacter les procédés DDR dans les deux pays, ce qui pourrait aboutir à un processus fragmenté, fragile et peu concluant.

Les capacités limitées de l'État et l'insuffisance des mécanismes de contrôle du procédé DDR constituent un autre défi récurrent. Les capacités des institutions étatiques ont souvent été considérablement décimées par la guerre, entraînant des budgets limités, moins de personnel qualifié et, dans certains cas, la destruction d'infrastructures. Dans la plupart des contextes d'après-guerre civile, au sein desquelles les acteurs armés étatiques, les milices nationales et les rebelles se sont battus les uns contre les autres, les efforts pour appliquer le procédé DDR sont en partie gérés par un tiers : une organisation internationale, telles que [l'Organisation des Nations unies](#), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou encore la [Banque mondiale](#), car la confiance entre les différentes parties est faible. Pour la Russie cependant, l'implication d'acteurs externes est inconcevable et, dans le cadre d'un conflit interétatique de haute intensité telle que la guerre russo-ukrainienne, il est fort probable que les institutions étatiques ne disposent pas des capacités nécessaires à la mise en œuvre de tels procédés, ce qui entraîne un manque de contrôle efficace, de la corruption et une démobilisation seulement partielle contribuant ainsi à la persistance de l'insécurité et de la fragilité.

Les risques liés au procédé DDR en Russie

La Russie a été impliquée dans plusieurs guerres tout au long du XX^e siècle, notamment la Seconde Guerre mondiale et la guerre en Afghanistan dans les années 1980, toutes deux ayant débouché sur la démobilisation d'un grand nombre de soldats et un processus de réintégration perturbé. Aujourd'hui, le gouvernement tente de s'appuyer sur ces expériences pour anticiper les défis qui se poseront après la guerre en Ukraine. Si le processus de démobilisation après la Seconde Guerre mondiale a été perçu par l'opinion publique comme une réussite, de nombreux anciens combattants bénéficiant d'avantages concrets en matière d'éducation et d'emploi, le traitement réservé à chacun était inégal et souvent arbitraire. [L'expérience en Afghanistan a](#)

été encore plus problématique, avec des vétérans ne percevant que de faibles prestations, attisant leurs griefs et produisant un facteur déstabilisant pour l'État ; plusieurs anciens soldats avaient créé ou rejoint des groupes criminels.

Les leçons tirées de ces expériences incluent plus d'efforts pour donner aux vétérans un traitement préférentiel et les intégrer de manière plus efficace dans la société afin d'éviter de nouveaux risques moraux, politiques et économiques du point de vue du pouvoir étatique. En ce sens, le gouvernement russe a employé à la fois la carotte et le bâton pour s'assurer du soutien des soldats démobilisés de la guerre en Ukraine. Un grand nombre d'avantages accordés aux vétérans, notamment des terrains gratuits, des versements en espèces, un régime fiscal préférentiel et des prêts à des conditions avantageuses, font partie de cette stratégie. De plus, Vladimir Poutine a mis en place un programme en mars 2024, nommé le « Temps des Héros » pour entraîner le personnel militaire à occuper des positions au sein des agences gouvernementales et des entreprises détenues par l'État et, ainsi, créer des équipes d'individus loyaux, possédant un *leadership* pratique et une expérience militaire sur lesquels se reposer. Près de 24 000 personnes ont candidaté dans les premières 24 heures et certains sélectionnés occupent déjà des positions élevées, incitant Poutine à étendre le programme en 2025. Le gouvernement russe a également créé des associations contrôlées par le Kremlin, telles que le Mouvement militaire de la fraternité, pour coopter des vétérans, pendant que des efforts sont mis en place pour restreindre les groupes activistes en coupant les financements d'État et en interdisant, par la loi, les critiques au sujet de la guerre.

Bien que ces efforts suggèrent que le gouvernement russe a anticipé et préparé le processus de démobilisation lié à l'invasion de l'Ukraine, plusieurs défis persistent et des enjeux problématiques sont déjà apparus. Jusqu'ici, environ 140 000 soldats ont été démobilisés depuis le début de la guerre en 2022, dont la plupart semblent s'être intégrés à la vie civile. Toutefois, ce processus s'est accompagné d'une recrudescence des crimes violents liés au retour des anciens combattants. Le ministère de la Défense estime qu'environ un vétéran sur cinq souffre du syndrome de stress post-traumatique dans un pays où il y a moins d'un thérapeute pour 7 000 adultes. Combiné à une hausse de la dépendance à l'alcool et des traumatismes non traités, cela contribue à l'augmentation des crimes violents et à l'instabilité au sein des communautés. Une étude a révélé que depuis février 2022, les soldats et officiers russes ont été liés à plus de 750 incidents ayant entraîné ou failli causer la mort, la plupart ayant eu lieu au sein de communautés locales. Cela n'a rien de surprenant, étant donné que la Russie est connue pour avoir enrôlé entre 120 000 et 180 000 détenus dans la guerre contre l'Ukraine, sans en exclure ceux qui avaient commis des crimes particulièrement violents. Il est donc probable que le nombre de crimes violents impliquant des anciens combattants démobilisés augmente encore davantage en cas d'accord de paix ou de cessez-le-feu, faisant du processus d'intégration un facteur de déstabilisation pour la société dans son ensemble.

Les risques liés au procédé DDR en Ukraine

Bien que l'actuelle législation n'autorise la démobilisation qu'une fois la loi martiale levée, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Oleksandr Syrskyi, a estimé qu'environ 350 000 à 500 000 soldats seront éligibles à la démobilisation, durant les premiers 6 à 12 mois suivant la fin de la guerre. De plus, le vice-ministre ukrainien des Anciens combattants, Maksym Kushnir, a déclaré qu'après la guerre, les vétérans et leurs familles représenteront environ 5 à 6 millions de personnes. Cela indique que les risques associés à la démobilisation, énoncés précédemment, seront probablement plus importants en Ukraine pour un nombre de raisons détaillées ci-dessous.

Même si l'Ukraine cherche à conserver une part importante de ses effectifs actuels afin de préserver sa capacité de défense dans le futur, cet objectif sera difficile à atteindre. L'absence d'un plan de démobilisation est l'un des aspects les plus contestés des conditions de service actuelles et la prolongation des contrats militaires après la guerre risque de se heurter à une forte résistance. Bien que la démobilisation puisse se dérouler par étapes, le nombre considérable de soldats constituera en soi un défi. De plus, comme les contrats militaires actuels ne prévoient pas de mécanisme de démobilisation, de nombreux soldats auront servi pendant des périodes exceptionnellement longues. En conséquence, une grande partie des soldats aura été exposée à des combats prolongés et intenses, accompagnés d'un effort physique considérable et de traumatismes psychologiques.

Parallèlement, la combinaison de la destruction matérielle, de l'instabilité économique et du besoin généralisé de soutien en matière de santé mentale au sein de la population ukrainienne fera de la réintégration d'un si grand nombre d'anciens soldats un immense défi social et économique. Les systèmes de prise en charge des anciens combattants sont déjà soumis à une forte pression et les services publics existants peinent à répondre à la demande sans un soutien extérieur substantiel ou une planification à long terme – d'autant plus que le besoin de financement extérieur persiste et que la disponibilité de ces fonds reste incertaine (en novembre 2025, *ndlr*). Les associations locales et les organisations non gouvernementales, telles que Nova Ukraine et Veteranka, apportent un complément important aux structures publiques officielles d'aide destinée à la prise en charge spécialisée des anciens combattants. Cependant, ces organisations font face à des défis similaires concernant les financements sur le long terme et à la fragmentation, ce qui peut compliquer l'accès de certains groupes de vétérans au soutien dont ils ont besoin. À ces pressions s'ajoute le risque d'un taux de chômage élevé chez les anciens combattants, une tendance observée dans de nombreuses autres sociétés sortant d'un conflit où les infrastructures et les entreprises ont été détruites. Un défi similaire se profile en Ukraine, où le taux de chômage des anciens combattants dépasse déjà les 30 % selon les données gouvernementales, ce qui est nettement supérieur à celui du reste de la population. Cet écart s'explique en partie par la persistance de stéréotypes concernant la santé mentale des anciens combattants et par un manque de soutien à leur

[réinsertion](#) dans la vie civile.

Enfin, la mobilisation de détenus au sein des forces armées ukrainiennes – bien que très différente de celle pratiquée par la Russie, dans la mesure où elle est volontaire et exclut les auteurs de [crimes particulièrement violents](#) (tels que les meurtres de masse, la trahison ou les infractions sexuelles) – pourrait néanmoins poser des défis supplémentaires en matière de réinsertion. Certains anciens détenus pourraient être particulièrement enclins, après la guerre, à chercher un emploi dans le domaine de la sécurité (ou à des postes impliquant de se battre) en dehors des structures étatiques. Ayant acquis une formation militaire, une expérience du combat et un sentiment d'appartenance grâce à leur engagement dans les forces armées tout en étant confrontés, à leur retour, à des perspectives limitées de réinsertion sur le marché du travail officiel, ces anciens combattants pourraient considérer les sociétés militaires privées comme l'une des rares voies viables vers la survie économique et la reconnaissance sociale. Environ [10 000 détenus](#) ont été mobilisés par les forces armées ukrainiennes pendant la guerre, la plupart d'entre eux servant dans des unités d'infanterie où l'intensité des combats [et donc le risque de traumatisme](#) sont les plus élevés.

L'essor prévisible des sociétés militaires privées russes

Loin d'être une tradition ancrée dans le temps long, le recours de la Russie à des sociétés militaires privées (SMP) liées à l'État ne date que de ces dernières années, principalement par le biais d'arrangements *ad hoc* et de zones d'ombre juridiques progressivement intégrés à ses pratiques plus générales en matière de sécurité et de politique étrangère. Wagner est l'exemple le plus connu, mais ce n'est pas le seul acteur de cette industrie, qui inclut également des SMP comme Redut, Patriot et Storm-Z, cette dernière [ne faisant appel qu'à des détenus](#). Plusieurs experts ont souligné l'expansion rapide de ces groupes ces dernières années, laissant entendre que la Russie investit activement dans leur développement, non seulement pour soutenir sa guerre en Ukraine, mais aussi pour [étendre son influence à l'étranger](#). D'une part, le recours croissant de la Russie à des formations armées irrégulières lui permet [d'éviter des mobilisations et des démobilisations de masse politiquement coûteuses](#) sur son territoire ; d'autre part, c'est un moyen efficace de brouiller la frontière entre les groupes contrôlés par l'État et les groupes privés, ce qui permet au [ministère russe de la Défense de se décharger plus facilement de toute responsabilité](#).

Cette tendance s'illustre par le recrutement de détenus à la fois au sein des forces armées régulières et au sein des SMP. En 2023, certaines estimations indiquaient qu'au moins [54 000 détenus](#) avaient été recrutés, tandis que les nouvelles estimations suggèrent que ce nombre aurait [augmenté jusqu'à 180 000](#). Des rapports indiquent que les autorités russes, y compris le ministère de la Défense en coordination avec les administrations locales, ont [fait pression sur des prisonniers](#) pour qu'ils signent des contrats militaires. Les pseudos-compagnies militaires privées telles que Wagner se sont montrées particulièrement agressives dans ces approches. Par exemple, [l'ONU](#) a documenté les tactiques d'intimidations envers les détenus : la restriction de la communication avec les familles et les avocats, des transferts forcés vers des structures d'entraînements à Rostov-sur-le-Don et leur déploiement ultérieur en Ukraine sans documents d'identité.

L'investissement de la Russie dans les SMP se manifeste également par une campagne intensive visant à élargir le recrutement au sein de ces groupes à travers diverses pratiques publicitaires. Certaines unités ont annoncé un doublement des salaires ([d'environ 2 000 dollars étasuniens par mois à plus de 4 000 dollars](#)), ce qui s'inscrit dans une tendance plus générale des forces armées russes à recourir à une combinaison de pressions et d'incitations financières pour encourager l'engagement militaire, en [ciblant particulièrement les régions pauvres et les minorités ethniques](#). De plus, [les campagnes de recrutement pour les SMP](#) sont largement diffusées en ligne et dans les espaces publics sur les panneaux d'affichage près des métros et dans les publicités sur les sites pornographiques, [selon Vladimir Osechkin](#), directeur de l'organisation russe de lutte contre la torture et la corruption dans les prisons russes [Gulagu.net](#).

À l'avenir, ces dynamiques de recrutement actif dans les sociétés militaires privées suggèrent que le gouvernement russe risque de continuer de considérer les SMP comme une composante centrale de sa stratégie militaire. Pourtant, certaines sources indiquent que le [Kremlin lui-même craint ce procédé](#), estimant que la démobilisation de son « armée de prisonniers » constitue un risque sociétal. Par conséquent, il est probable que la Russie cherche à déployer ces personnes à l'étranger en tant que mercenaires, ce qui lui permettra à la fois de maintenir sa présence militaire à l'international et de limiter les perturbations potentielles sur son territoire tout en se réservant la possibilité, en cas de besoin, de les rappeler pour combattre plus près de chez eux.

L'essor prévisible des sociétés militaires privées ukrainiennes

Si l'Ukraine n'a pas le même passé que la Russie en matière de sociétés militaires privées, au cours de l'année écoulée, ces sociétés sont apparues comme un sujet d'importance politique et sociale dans les [débats sur la planification de l'après-guerre dans le pays](#). En effet, un nouveau projet de loi sur les SMP, [présenté le 6 mai 2025](#), marque un pas en avant dans la facilitation de l'établissement des SMP en Ukraine. [Selon l'article 260](#) du Code pénal ukrainien, les sociétés militaires privées et la formation des groupes armés paramilitaires sont actuellement interdites. Pourtant, plusieurs de ces sociétés existent et opèrent dans des zones grises légales, telle que Omega Consulting Group, qui intervient en Afrique, en Asie et dans le Moyen-Orient. [D'autres SMP](#) ont été intégrées au sein de la garde nationale de l'Ukraine durant la guerre – notamment la brigade Azov (anciennement Corps noir) – ou au sein de la Ligue internationale ukrainienne – comme la légion Liberté de la Russie (FRL) et le régiment Kalinoïski originaire de Biélorussie, et ne sont donc plus considérées comme des sociétés militaires privées.

Pour certains décideurs politiques, notamment des membres du parti au pouvoir Serviteur du peuple, les SMP sont considérées comme un outil potentiellement intéressant pour gérer la démobilisation d'après-guerre, car elles pourraient offrir à la fois des opportunités d'emplois aux anciens combattants tout en préservant les capacités de défense nationale. Comme le rapporte le [Kyiv Independent](#), Andrii Osadchuk, député du parti Voix (« Holos »), a déclaré : « Je considère également la question sous un angle international. Je pense depuis longtemps qu'une fois que nous serons sortis de ce cauchemar, l'immense expertise militaire acquise par l'Ukraine ne devrait pas être gaspillée – elle devrait être mise à profit, y compris sur le plan commercial. » De même, [Fedir Venislavskyi](#), un membre de la commission de défense et de renseignement du parlement ukrainien, a souligné la demande internationale croissante visant à ce que les sociétés militaires privées mènent des missions à l'étranger : « Il s'agit donc également d'un moyen d'exercer une influence politique internationale pour l'Ukraine. L'Ukraine dispose de spécialistes hautement qualifiés dans ce domaine, ce qui lui offre l'occasion d'étendre sa sphère d'influence sur les continents africain et asiatique, etc. »

Cependant, il n'y a pas d'unité au sein du Rada (parlement) et certains députés estiment que les SMP ne devraient être institutionnalisées [qu'après la phase la plus intense](#) de la guerre. Cela semble ainsi indiquer que le débat ne concerne pas l'opportunité de la légalisation et de l'expansion des sociétés militaires privées, mais plutôt quand tout cela devrait avoir lieu.

Par ailleurs, si les forces armées ukrainiennes sont en train de passer à une [structure de commandement, conforme aux standards otaniens, fondée sur les corps d'armée](#) dans laquelle les brigades relèvent d'un corps d'armée qui, lui-même, répond à des commandements régionaux, cette restructuration est difficile à mener en temps de guerre et n'est pas encore pleinement mise en œuvre. Ainsi, l'armée est encore caractérisée par un haut degré de décentralisation. Dans cette structure, les brigades opèrent souvent avec une grande autonomie, notamment en nouant [leurs propres partenariats avec des fabricants d'armes et en s'assurant un soutien logistique de manière indépendante](#). Ce modèle décentralisé a permis une adaptabilité et une innovation remarquables pendant la guerre, mais il soulève également des défis potentiels pour un futur processus de démobilisation. Dans un tel contexte, on ne peut exclure que certaines brigades ou sous-unités, habituées à opérer de manière autonome et à nouer des partenariats externes, tentent de conserver des structures indépendantes ou d'évoluer vers des formations de sécurité informelles.

Les représentants du gouvernement ont souligné que les SMP ukrainiennes devront se distinguer fondamentalement du modèle russe, car elles seront [soumises à une réglementation étatique](#) et intégrées dans des structures de défense existantes, [verseront des impôts au budget ukrainien](#) et respecteront le droit international. Pourtant, [comme l'a fait remarquer un observateur](#), le nouveau projet de loi autorise les sociétés militaires privées à recourir à la « force armée » dans des « circonstances exceptionnelles », une disposition qui laisse une grande marge d'interprétation et dépend de la juridiction de l'État d'accueil. L'année dernière, un projet de loi similaire avait été examiné et avait reçu le soutien du ministère de la Défense, qui avait toutefois averti que cette proposition, dans sa forme actuelle, [était contraire à plusieurs traités internationaux et à la Constitution ukrainienne](#), et qu'elle devait donc être révisée. Il est donc probable qu'une version révisée sera finalement adoptée.

Toutefois, les mesures réglementaires pourraient s'avérer insuffisantes, surtout si elles ne parviennent pas à réglementer correctement [les activités des SMP à l'étranger](#). Si l'on ajoute à cela des mesures de réinsertion potentiellement insuffisantes ou peu développées pour les anciens combattants, en particulier ceux qui ont un passé carcéral, la création future de SMP pourrait inciter ces anciens combattants à chercher un emploi auprès de groupes à l'étranger.

Un contexte mondial profondément instable et ses conséquences pour l'Afrique

La démobilisation des soldats russes et ukrainiens prendra place dans un contexte mondial instable, caractérisé par une lutte pour le pouvoir global, un déclin du multilatéralisme et un paysage sécuritaire profondément bouleversé, quelle que soit la date à laquelle cela se produira. En Afrique en particulier, la dernière décennie a été marquée par une évolution de l'architecture de sécurité, caractérisée par la multiplication des [coalitions ad hoc](#), des forces régionales et des mercenaires, étroitement liée à une recrudescence des [conflits armés](#), à une [expansion sans précédent des organisations djihadistes violentes](#), à une nouvelle [vague de coups d'État](#) et, dans le même temps, à un virage autoritaire avec des chefs militaires au pouvoir. Une offre élargie de « mercenaires » sera sans aucun doute séduisante pour de nombreux dirigeants africains qui sont confrontés à des insurrections ou qui souhaitent simplement garantir la pérennité de leur régime.

L'usage de mercenaires ou de SMP sur le continent africain a augmenté dans les dernières années, notamment avec le groupe Wagner présent au Soudan, en Libye et en République centrafricaine entre autres. Cependant, les gouvernements africains ont également fait appel aux services d'autres mercenaires, notamment des [troupes roumaines en République démocratique du Congo](#) (RDC), tandis que les SMP chinoises sont de plus en plus sollicitées pour assurer la protection des intérêts commerciaux sur le continent. L'ancien président-directeur général de Blackwater, Erik Prince, a également proposé les services de soldats privés pour soutenir le gouvernement en RDC et a été aperçu au Niger au début de l'année 2025, ce qui reflète une tendance générale en Afrique à recourir de plus en plus à des prestataires privés ou des mercenaires étrangers. Le recours aux SMP répond à la fois aux attentes des dirigeants africains qui souhaitent bénéficier d'une stratégie de maintien de l'ordre fournie par des acteurs extérieurs, tout en offrant à ces derniers la possibilité d'accroître leur influence dans un espace de gestion des conflits de plus en plus encombré.

La lutte actuelle pour le pouvoir mondial ne se limite pas à l'Est, mais se déroule également sur le continent africain, avec la

participation active des dirigeants africains. Ainsi, l'augmentation potentielle du nombre de mercenaires et de SMP dotées de nouveaux savoir-faire technologiques, notamment en matière d'utilisation des drones, [de plus en plus déployés dans les opérations antiterroristes](#) menées par les forces de sécurité africaines, constitue une offre séduisante pour les gouvernements africains, mais s'accompagne d'un contrôle et d'une obligation de rendre des comptes limités.

*
* *

En décembre 2025, il n'y a toujours pas d'accord de paix, de cessez-le-feu ou de plan de paix accepté qui promet une fin de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Pour le moment, les différentes propositions et négociations sont loin d'aboutir à un arrêt de la guerre et la Russie a, de manière répétée, [violé les accords de cessez-le-feu](#), rendant difficile de prévoir quand les combats prendront fin de manière plus durable. Les analystes occidentaux affirment depuis longtemps que la Russie [ne renoncera pas à ses tentatives de conquête territoriale](#) en Ukraine, mais qu'elle poursuivra son avancée en Europe si elle n'est pas arrêtée. Il existe donc des arguments en faveur d'une démobilisation contrôlée et limitée des troupes russes à court et moyen terme. Cependant, compte tenu du nombre considérable de soldats engagés dans les deux camps, il y aura très probablement une forme de processus de démobilisation, ou à défaut, une restructuration et une externalisation des forces afin qu'elles travaillent en tant que sous-traitants militaires pour l'État, et soient ainsi prêtes à être rappelées en cas de besoin.

Quelle que soit la date à laquelle la guerre connaîtra une issue plus stable, les États européens et les institutions multilatérales telles que l'ONU et l'UE devraient commencer à réfléchir à la manière dont elles pourront aider l'Ukraine dans son processus de démobilisation le moment venu. Les questions liées aux financements des procédures DDR, à l'identification des opportunités d'emplois et aux efforts d'intégration au sein d'une société brisée doivent être soulevées bien avant qu'un accord de paix ou un cessez-le-feu de long terme soit effectif. Tout doit être mis en œuvre pour garantir que les fondements d'une paix viable, inclusive et durable en Ukraine soient mis en place. Il en va de même pour les questions sur les réglementations qui devraient régir la création, l'utilisation et le déploiement des sous-traitants militaires et des SMP en Europe et ailleurs, car le savoir-faire ukrainien acquis pendant la guerre sera très recherché. Ces questions sont délicates et peuvent sembler ne concerner qu'un avenir lointain, mais si elles restent trop longtemps sans réponse, elles risquent de devenir des sources de nouvelles tensions, notamment institutionnelles, qui compromettront les efforts européens et internationaux visant à gérer les conséquences du conflit.

Crédits photo : Nattanon Kanchak via [iStock](#).



Nina Wilén, Sofie Rose

Nina Wilén ([@ninawilen](#)) est directrice du programme Afrique à l'institut Egmont pour les relations internationales et professeur associée au département des sciences politiques de l'université de Lund. Elle est également *Global Fellow* à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO).

Sofie Rose ([@SofieRose](#)) est chercheuse postdoctorale au Centre d'études sur la guerre de l'université du Danemark du Sud.

Les autrices tiennent à remercier Joris Van Bladel pour ses commentaires utiles sur les versions précédentes de cet article.

Comment citer cette publication

Nina Wilén, Sofie Rose, « Comment la future démobilisation des combattants russes et ukrainiens pourrait engendrer une nouvelle vague de mercenaires en Afrique », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 15 mai 2026 [<https://lerubicon.org/comment-la-future-demobilisation-des-combattants-russes-et-ukrainiens-pourrait-engendrer-une-nouvelle-vague-de-mercenaires-en-afrique/>].